

# Pour en finir avec l'hégémonie du lien économique

On s'est habitué à considérer que le cœur de la relation sociale serait d'essence économique. Cela conduit à miser essentiellement sur des mesures économiques pour sortir de la crise et à considérer que seules les entreprises produiraient des richesses, tandis que les activités des autres formes d'organisations (État, associations, formations culturelles, etc.) en consommeraient. Si c'était à peu près vrai au XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup>, la part de l'économie dans les activités humaines a tellement diminué, aujourd'hui, dans les pays riches, qu'il faut prendre en considération d'autres sources de richesses que les seuls échanges économiques afin d'aider la société à sortir du mal-être dans lequel elle est plongée.

par Michel BERRY

Faire de la relation économique le cœur de la relation sociale paraît aujourd'hui une évidence, dont témoigne, par exemple, le « carré magique » constituant le tableau de bord d'un État moderne : le PIB, le chômage, la balance commerciale et l'inflation. Autrement dit : la Nation fabrique quoi ? Avec quelle main-d'œuvre ? Elle vend sa production à qui ? A quel prix ? Le destin d'un peuple est ainsi réduit au tableau de bord d'une entreprise industrielle et commerciale : voilà qui aurait beaucoup surpris les souverains des temps anciens (d'ailleurs, cette façon de voir est relativement récente).

On fait remonter la naissance de l'économie politique à la date de parution de *La richesse des nations* d'Adam Smith, en 1776. La sociologue Dominique Schnapper fait observer (1) que c'est à cette même époque qu'il est proclamé, dans la Déclaration d'Indépendance des États-Unis d'Amérique, à Philadelphie, que les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits, c'est-à-

dire solitaires. Cette formule exclut, en effet, les affiliations vassales, familiales, religieuses, etc., qui créent des droits différenciés. Comment créer des liens, entre ces solitudes ? Par l'échange économique, bien sûr, qui présente, en outre, l'intérêt de s'exprimer numériquement, propriété fort bien accueillie en ce Siècle des Lumières, avide de science.

Toutefois, dans notre XXI<sup>e</sup> siècle dévasté par des crises financières, économiques et sociales, quand, au cœur même de la vie des grandes entreprises, se révèlent des enjeux politiques qui débordent de toutes parts leurs résultats comptables, se fait jour une inquiétude grandissante sur la question de savoir si la commodité propre au point de vue économique ne nous aurait pas masqué des phénomènes beaucoup plus caractéristiques

\* Ecole de Paris.

(1) Dominique Schnapper, *La communauté des citoyens – Sur l'idée moderne de nation*, NRF Essais, Gallimard, 1995.



© Coll. Rossignol/KHARBINE-TAPABOR

« Nos modèles de pensée ont été profondément marqués par l'après-guerre, où l'obsession était de produire en masse et où l'on vendait tout ce que l'on fabriquait ». « *La fabrication à la chaîne de la 4 CV dans une usine Renault* ». Panneau scolaire des éditions Rossignol, années 1950.

du bonheur des peuples, que les civilisations anciennes percevaient plus clairement que nous-mêmes.

Les travaux de l'École de Paris du management, qui a organisé, depuis seize ans, plus de huit cents séances, associant des chercheurs et des praticiens pour débattre d'expériences originales ou d'apports théoriques, et diffusé les comptes rendus de ces échanges (2), jettent une vive lumière sur cette interrogation. Portant, au début, sur le seul domaine de la vie des affaires, ces travaux ont progressivement révélé des aspects de la vie collective qui apportent une richesse indiscutable à la vie sociale, sans se réduire à des enjeux économiques et même en se séparant, peu ou prou, des catégories correspondantes que sont la finance, le travail salarié, les achats et les ventes.

Partant des débats les plus proches de l'économie pour examiner des domaines d'activité de plus en plus éloignés, et pourtant porteurs de précieux apports au bonheur collectif, nous examinerons successivement :

- le décalage entre nos représentations issues des Trente Glorieuses et les turbulences de la société d'abondance ;
- le durcissement de la concurrence engendré par la mondialisation ;

(2) Que l'on peut consulter sur le site <http://www.ecole.org>

- les effets vertueux, mais méconnus, des transferts propres à la société française ;
  - le poids croissant de l'économie sociale et solidaire et la montée des entrepreneurs sociaux ;
  - la création de monnaies locales ;
  - les retombées inattendues de la révolution numérique ;
  - et la création de richesses sans échanges économiques.
- Nous concluons en rappelant les prémonitions de Keynes et en proposant une perspective qui nous permettra de dépasser une approche exclusivement économique.

## DU PARADIS DE LA PÉNURIE À L'ENFER DE L'ABONDANCE

Nos modèles de pensée ont été profondément marqués par l'après-guerre, où l'obsession était de produire en masse et où l'on vendait tout ce que l'on fabriquait. On a découvert les vertus des principes d'organisation bureaucratiques : objectifs clairs, division des tâches, règles objectives, hiérarchies légitimes, méthodes scientifiques de prévision et d'optimisation. La bonne ges-

tion était bien ordonnée et la vie sociale bien encadrée. Dans ce cadre, note Bernard Perret, « *plus que d'autres, la société française s'est pensée comme une société salariale, c'est-à-dire une société où l'accès à un emploi salarié est perçu peu ou prou comme une condition de l'exercice effectif de la citoyenneté* (3). »

Mais les années 1990 sont celles des excédents, et l'obsession devient celle de vendre. L'entreprise courtise le consommateur en le traitant comme un être unique. Celui-ci en devient tyrannique en matière de qualité et de prix, et s'avère même mauvais citoyen : il achète étranger s'il pense que c'est mieux. Mieux produire ne suffit pas, il faut innover sans cesse pour créer de nouveaux « besoins » et réagir vite aux innovations de la concurrence. La variété des produits et services, ainsi que l'instabilité des marchés, créent un univers turbulent, dans lequel les bureaucraties précédentes s'avèrent trop lentes et trop rigides. On assiste à un démantèlement des modes d'organisation traditionnels. L'entreprise se décentralise, raccourcit ses hiérarchies, sous-traite, se délocalise et s'organise en réseaux. On parle de gestion par les projets, les délais et le stress.

On découvre alors que les bureaucraties (que l'on avait tant critiquées) mettaient les personnes à l'abri de normes impersonnelles, alors que pèse maintenant sur elles une pression individuelle. L'automatisation se développe et, si elle crée des emplois valorisés d'ouvriers et de maîtrise (4), elle contribue aussi à la raréfaction des travaux peu qualifiés.

Si la société de pénurie créait une harmonie, la société d'abondance se traduit, en revanche, par des rapports beaucoup plus rudes et des mécanismes d'exclusion : ceux qui paraissent trop vieux, mal formés, lents ou rigides sont écartés. Les jeunes voient s'évaporer leurs espoirs de construire leur vie avec un emploi stable. Et la mondialisation accentue encore ces différences.

#### LES DURES LOIS D'UNE CONCURRENCE MONDIALISÉE

Dans *L'inégalité du monde* (5), Pierre-Noël Giraud analyse les relations entre pays développés et pays à bas salaires et à hautes capacités technologiques, en distinguant les *compétitifs*, les *exposés* et les *protégés*. Les compétitifs sont les gagnants de la mondialisation. Les protégés sont à l'abri de la concurrence internationale : les fonctionnaires, les personnes assurant des services à la personne, les commerces de proximité, etc. Les exposés sont les personnes et les entreprises menacées par la concurrence avec les pays à bas salaires. Ils doivent devenir compétitifs ou rejoindre la masse des protégés pour ne pas tomber dans l'exclusion.

Les compétitifs sont engagés dans une spirale gratifiante : ils sont reconnus grâce au fait qu'ils produisent de la valeur économique et ils sont engagés dans des relations qui confortent leur identité. Ils tirent donc avantage des relations économiques, à ceci près qu'ils tra-

vailent souvent de plus en plus, car ils appréhendent toujours d'être dépassés.

Les nombreuses pertes d'emplois dans l'industrie et les services délocalisables montrent que le nombre des exposés s'accroît fortement. Pour passer du statut d'exposé à celui de compétitif, il faut devenir plus productif ou plus créatif ou, à défaut, coûter moins cher. Peut-on rendre tous les exposés compétitifs ? Il est permis d'en douter, en raison du temps nécessaire aux reconversions et de la vitesse des évolutions. Faut-il alors abaisser fortement le coût du travail en reculant l'âge de la retraite, en mettant en cause les 35 heures, en supprimant le SMIC et en diminuant les prestations sociales ? Cela serait sans doute économiquement souhaitable, mais, bien sûr, politiquement et socialement, c'est impossible...

Les échanges économiques perçus comme facteurs de progrès et de richesse pendant les Trente Glorieuses sont ressentis comme une menace par ceux qui sont aujourd'hui exposés à une concurrence venue du grand large.

#### L'ÉCONOMIE DE PROXIMITÉ ET LES FAUSSES PISTES DU PIB RÉGIONAL

Mais qu'est-ce qui explique que la France a mieux résisté à la crise économique mondiale que bien d'autres pays ? Cela est dû à l'affirmation d'une « économie de proximité » qui échappe, toutefois, aux lunettes des économistes, ce que montre Laurent Davezies dans ses travaux sur le développement local (6).

Il note d'abord que la mesure du PIB régional – critère imposé par la Commission européenne – est encore plus absurde que celle du PIB national. Ainsi, la Plaine de France (en Seine-Saint-Denis) a un PIB très élevé, car les entreprises y sont nombreuses, mais la population y souffre de pauvreté. C'est qu'aujourd'hui, une valeur ajoutée de 100 créée localement ne produit, en moyenne, que 22 de revenu direct : les propriétaires du capital n'habitent pas sur place, une part importante du personnel non plus, la plupart prennent leur retraite ailleurs, etc.

La répartition géographique des revenus s'effectue donc sans grand lien avec la production. Des régions riches en PIB sont confrontées à de graves problèmes sociaux, alors que des régions jugées peu productives vivent bien grâce à des transferts de toute sorte. Le revenu basique

(3) B. Perret, *L'avenir du travail, Les démocraties face au chômage*, Le Seuil, 1995, (p. 99).

(4) Mathieu Bonnet, David Emond, « L'ouvrier enthousiaste, Marx et Taylor revisités », *La Gazette de la société et des techniques* n°1, mars 2000.

(5) Pierre-Noël Giraud, *L'inégalité du monde*, Éditions Gallimard, Collection Folio – Actuel, Paris, 1996.

(6) Laurent Davezies, « Le développement local revisité », *Annales de l'École de Paris* volume 9, octobre 2003 ; voir aussi Laurent Davezies, *La République et ses territoires : la circulation invisible des richesses*, Éd. La République des idées, Paris, 2008.



des Pyrénées-Atlantiques est composé à 20 % d'activités productives, à 20 % de salaires publics, à 40 % de revenus des résidents (tourisme, retraités, résidences secondaires) et, enfin, de revenus de l'aide sociale pour les 20 % restants. Les quatre cinquièmes ne dépendent donc pas de l'économie productive, et l'on retrouve les mêmes ordres de grandeur dans la plupart des territoires non métropolitains.

Les dépenses publiques représentent la moitié du PIB. Les Français arpentent les territoires et possèdent 2,65 millions de résidences secondaires. Le tourisme des étrangers rapporte davantage à notre pays que l'automobile ou l'industrie aéronautique. Une importante activité économique est créée par des prélèvements volontaires : ainsi, par exemple, la quasi-totalité du chiffre d'affaires des carrossiers automobiles provient des cotisations des assurés. Enfin, aussi étrange que cela paraisse, le temps du travail rémunéré représente, en moyenne, moins de 14 % de la vie éveillée des Français. Pour l'emploi, c'est donc la consommation sur l'ensemble du territoire qui importe, davantage que la production. Si l'emploi non qualifié s'est effondré dans l'industrie, il s'est fortement développé dans les services aux ménages. Ceux-ci représentent 25 % de l'emploi total, et ce pourcentage ne cesse de croître.

Ainsi s'est affirmée, presque en catimini, une économie de proximité moins touchée par la crise, car liée à des

revenus moins impactés. C'est la raison pour laquelle la « première entreprise de France » qu'est l'artisanat, a mieux résisté que les entreprises industrielles. Ses responsables se sentent toutefois si mal compris qu'ils en sont venus à faire eux aussi assaut de théorie économique, en mobilisant les travaux de Laurent Davezies, pour rappeler leur importance aux politiques tant locaux que nationaux, qui ont tendance à voir dans l'artisanat une activité ringarde au regard des canons de l'économie mondialisée (7). Pour les inviter, en quelque sorte, à changer de lunettes.

### LE POIDS MÉCONNU DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

On peine à définir le domaine de l'économie sociale et solidaire : il regroupe des associations, des coopératives, des mutuelles, autant de formes d'organisation souvent nées des grands combats ouvriers du XIX<sup>e</sup> siècle. Elles interviennent dans le social, l'éducation, les activités financières, la santé, les services, les sports et les loisirs.

(7) Pierre Martin, Philippe Sachetti, « La croisade économique des artisans », séminaire Entrepreneurs, villes et territoires, École de Paris, avril 2010.



© Pierre Gleizes/REA

« Ainsi s'est affirmée, presque en catimini, une économie de proximité moins touchée par la crise, car liée à des revenus moins impactés. C'est la raison pour laquelle la « première entreprise de France » qu'est l'artisanat, a mieux résisté que les entreprises industrielles ». *Boulangerie-pâtisserie dans un village de Bourgogne, février 2010.*

La gouvernance en paraît étrange : elles sont régies par le principe « un homme / une voix » au sein des assemblées générales, parfois divisées en une multitude d'entités plus ou moins autonomes (ainsi, le Crédit Mutuel compte 2 000 caisses locales et 24 000 administrateurs, pour 35 000 salariés) (8). Leur finalité n'est généralement pas économique ; elle est souvent définie par l'objectif de créer du lien social (9). Le secteur pratique, enfin, de curieux mélanges entre subventions, marché, bénévolat et salariat. Bref, cela ne paraît pas de l'économie bien sérieuse.

Pourtant, c'est un secteur d'un grand dynamisme. Il compte 160 000 organisations-employeurs, 1,8 million de salariés en équivalent plein temps, et 10 millions de bénévoles. Sa croissance est deux fois et demie supérieure à celle des entreprises, et il attire des cadres acceptant des baisses de salaire pour pouvoir participer à des activités qu'ils estiment avoir davantage de sens.

## LA MONTÉE DES ENTREPRENEURS SOCIAUX

L'organisation américaine Ashoka favorise l'émergence d'entrepreneurs sociaux, qu'elle met en réseau afin qu'ils inventent de nouvelles relations entre production économique et production de sens (10). C'est ce qu'illustrent les Jardins de Cocagne (11), qui adaptent, d'une certaine façon, le « *Cultivez votre jardin* » de Voltaire.

Jean-Guy Henckel est sollicité pour créer des activités d'insertion en faveur des ruraux du Jura s'inscrivant au RMI. S'inspirant d'expériences américaines et suisses, il propose l'idée suivante : des bénéficiaires du RMI cultiveront des légumes « bio », qu'ils vendront à des familles prêtes à verser 380 € par an, en échange de la livraison hebdomadaire d'un panier de quatre ou cinq sortes de légumes.

Les autorités ne croient guère au projet, mais après avoir réuni des financements de bric et de broc, récupéré du matériel à bas prix et trouvé quelques terres, il lance à Besançon une campagne de recrutement de clients. Le succès est exceptionnel : ayant distribué cent tracts, il recrute la soixantaine de familles dont il a besoin pour démarrer. Une dizaine de bénéficiaires du RMI sont recrutés et encadrés par des techniciens qualifiés. Au lieu de cantonner les personnes en situation de désocialisation à des emplois peu valorisants, il faut leur proposer des activités riches de sens ; la production de légumes de qualité, à forte valeur ajoutée, répond à cette exigence.

(8) Étienne Pflimlin, « Les mystères de la gouvernance des banques mutualistes », *Annales de l'École de Paris* volume 15, octobre 2009.

(9) François Rousseau, « Les bizarreries de la gestion associative », Conférence internationale sur la gouvernance des associations, CNAM, Paris, 7 et 8 septembre 2009.

(10) Arnaud Mourot, « ASHOKA, les enjeux du capital-risque philanthropique », *Annales de l'École de Paris*, volume 15, octobre 2009.

Des contacts sont organisés entre clients et producteurs, et des fêtes les rassemblent. Les exclus s'impliquent, renaissent, se resocialisent. Au bout de quelques mois, l'Agence France Presse publie cette dépêche : « *A Besançon, des exclus cultivent des légumes bio et les distribuent à des adhérents-consommateurs.* » Les médias nationaux se précipitent sur place, l'expérience a les honneurs du Vingt Heures de TFI, de l'émission 52 minutes sur Canal+ et d'un reportage sur Arte. Les premiers jardiniers deviennent des stars et, dans toute la France, des travailleurs sociaux, des agriculteurs, des représentants des pouvoirs publics et des chefs d'entreprise ont envie de reproduire l'expérience.

Aujourd'hui, il existe plus de cent Jardins de Cocagne, qui sont cultivés par environ 3 000 jardiniers et 500 cadres, aidés par un millier de bénévoles. Les légumes qu'ils produisent sont vendus à environ 16 000 adhérents-consommateurs. Le réseau ne cherche pas à reproduire le même modèle partout, mais il énonce quelques principes intangibles et met son savoir-faire à la disposition des porteurs de projets. Il a mis sur pied un centre de formation national et créé une activité de conseil : il s'est donc doté d'outils d'entreprises, tout en conservant son identité d'acteur de l'économie solidaire.

## LES MONNAIES LOCALES, OU LE TROC MODERNISÉ

On observe une prolifération d'initiatives qui horrifient les autorités monétaires et la plupart des économistes : la création de monnaies locales, dont le modèle canonique est le « WIR ». Dans les années 1930, seize hommes d'affaires, qui se retrouvaient régulièrement dans un café de Zurich, se lamentaient de la restriction des crédits qui paralysait les échanges. Ils s'entendirent, un beau jour, pour créer une monnaie d'échange entre eux, le WIR, qui est une abréviation de Wirtschaft (économie) mais veut aussi dire « nous », en allemand. Ils mirent au point des dispositifs pour assurer la confiance et un minimum de fluidité des échanges. Le WIR est encore utilisé, soixante-quinze ans plus tard, par un quart des entreprises suisses. Il fait même tache d'huile : des monnaies locales sont créées dans nombre de pays, pour servir d'amortisseurs face aux crises affectant les « vraies » monnaies (12).

La finalité de ces monnaies locales n'est d'ailleurs pas toujours économique. Ainsi, par exemple, des systèmes de monnaies locales sont mis en place au Japon pour financer l'aide à domicile, le soutien moral, les courses, la préparation des repas, etc. Lorsque l'on aide une per-

(11) Jean-Guy Henckel, « La solidarité est dans le jardin », *Annales de l'École de Paris* volume 15, octobre 2009.

(12) Bernard Lietaer, « Créer des monnaies locales pour traiter la crise globale », *Journal de l'École de Paris du management* n°80, novembre-décembre 2009.



© Eduardo Martino/PANOS-REA

« Les monnaies locales retrouvent les vertus du troc, qui entretient les relations entre des personnes, tout en répondant à leurs besoins matériels. Mais ils utilisent aussi les possibilités des systèmes électroniques, qui permettent de donner plus de fluidité et de traçabilité à ces échanges ». *Panneau devant un magasin indiquant qu'il accepte la monnaie locale « palma », dans le quartier pauvre de Palmeira à Fortaleza, la capitale de l'Etat du Ceara (Brésil).*

sonne, on est crédité (sur un compte électronique) du temps passé, que l'on pourra utiliser ultérieurement pour se faire aider ou faire aider un proche.

Ces systèmes retrouvent les vertus du troc, qui entretient les relations entre des personnes, tout en répondant à leurs besoins matériels. Mais ils utilisent aussi les possibilités des systèmes électroniques, qui permettent de donner plus de fluidité et de traçabilité à ces échanges.

### LES JOYEUX MÉLANGES DE LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE

Prenons encore plus de distance avec l'économie en nous intéressant à d'étonnants effets de la révolution numérique.

Que des personnes utilisent leur temps libre pour aller sur Wikipedia corriger les fautes d'orthographe d'autrui peut sembler mystérieux, tout comme l'est le fait que d'autres personnes fassent un don, sans aucune contrepartie ni la moindre obligation.

Quand on ajoute qu'une partie de ceux qui donnent de l'argent donnent aussi de leur temps, on peut se demander si l'on ne vient pas de découvrir une nouvel-

le secte ou un nouveau mode de production de valeur (13). On peut, de même, s'étonner du fait que, lorsque le régulateur de vitesse de la Laguna a été accusé de se bloquer, des forums se soient constitués pour étudier activement l'affaire. Certains ont même cherché à reconstituer les circonstances de la panne en prenant le risque de rouler à des vitesses prohibées sur autoroute ! Sans motivation économique, ils ont constitué un dossier impressionnant, dont Renault aurait pu tirer parti pour recouper ses propres investigations (14).

Les technologies numériques modernes facilitent l'engagement collectif : leur coût d'entrée est quasi nul, grâce à des technologies « intuitives », et leur coût de sortie est insignifiant, grâce à des organisations en réseau tablant sur un grand nombre de contributeurs. C'est parce que le coût financier, social et psychique de l'implication est réduit à presque rien que des gens qui n'auraient pas cru en avoir le temps, la capacité ou la compétence se mettent à contribuer à ces échanges, sans même avoir l'impression de s'engager. D'implication sans engagement en implication sans

(13) Ce passage reprend des extraits de la *Gazette de la société et des techniques*, n°56, Michel Berry, Christophe Deshayes, « La vraie révolution numérique », mars 2010.

(14) Cet exemple m'a été indiqué par Serge Soudoplatoff.



engagement, la boule de neige prend de l'ampleur et finit par concerner tous les secteurs de l'activité humaine (15).

On voit naître de joyeux mélanges entre l'économique et le non économique. SparkAngels, lauréate du prix de la stratégie 2009, met en place une plateforme professionnelle d'entraide numérique permettant de partager son écran d'ordinateur avec une personne capable de vous assister sur toutes sortes de problèmes de matériel, de logiciel ou de réseau. Dans certains cas, ces entraides sont gratuites, dans d'autres, elles sont payantes : ce sont les partenaires qui choisissent les modalités de leurs relations.

La révolution numérique brouille ainsi les cartes en matière d'économie, emportant jeunes et vieux, Bac + 5 et non diplômés dans un mouvement où tous trouvent de belles raisons de vivre et construisent des liens sociaux d'un genre nouveau.

### DES ÉCHANGES QUI CRÉENT DE LA FIERTÉ

Voici, enfin, un exemple montrant comment des richesses et de la fierté peuvent se créer en-dehors de la sphère économique : il s'agit des réseaux d'échanges réciproques de savoirs (16).

Dans les années 1970, une institutrice, Claire Héber-Suffrin, réalise des expériences singulières dans une banlieue défavorisée. Elle invite, un jour, ses élèves à constituer un dossier documentaire sur la vie en HLM ; ceux-ci rencontrent un chauffagiste, qui leur explique son rôle avec enthousiasme. Puis, il vient en classe pour voir ce que les élèves ont retenu de ses explications. Cela ne lui paraît pas suffisant ; il improvise un cours, qui passionne aussi bien les élèves que leur institutrice. Invité à rester dans la classe, il entend un exposé sur les volcans. Or, il se trouve qu'il est fasciné par ce sujet : il reste plus d'une heure à discuter avec le géographe.

L'idée vient alors de créer un réseau d'échanges réciproques de savoirs. Face au succès rencontré, des réseaux se multiplient à partir de cet embryon. On peut s'adresser à un réseau pour y apprendre quelque chose, à condition d'y apporter autre chose ; on aide chacun à trouver matière à enseigner, car ces réseaux exaltent le savoir sous toutes ses formes, y compris les plus anodines. Chacun découvre ainsi qu'il est capable d'apprendre et d'enseigner, ce qui crée de la fierté individuelle et collective et tisse une chaîne transcendant les âges et les classes sociales.

Des centaines de réseaux similaires impliquent aujourd'hui plus de 100 000 personnes, dans les villes, les quartiers, les cantons ruraux, ou même les

prisons... Ils se développent en Europe, au Brésil, en Uruguay et en Afrique, dans des camps de réfugiés (où est souvent réunie une variété de connaissances exceptionnelles). Ils répondent au besoin de reconnaissance de chacun, un besoin aigu chez les exclus, mais que ressentent également des retraités, des jeunes, des femmes au foyer, et même des « inclus ». Ainsi, une adaptation originale de ce dispositif a été réalisée, avec succès, à La Poste, qui associe plusieurs centaines de personnes (17).

### LES ANGOISSES DE KEYNES

John Maynard Keynes s'interrogeait, en 1930 : que se passera-t-il, quand la société produira huit fois plus de biens (volume que nous avons dépassé) ? Elle aura ainsi vaincu la hantise du manque des besoins de base qui habite l'humanité depuis l'origine. Mais il s'inquiétait : « *Est-ce que ce sera un avantage ? Pour peu que l'on donne foi aux valeurs authentiques de la vie, cette perspective offre à tout le moins la possibilité d'un avantage. Cependant, je pense avec inquiétude à la réadaptation requise de l'humanité commune, qui peut se voir poussée à répudier dans quelques décennies les habitudes et les instincts qu'elle a assimilés depuis d'innombrables générations. Pour parler le langage qui fait fureur aujourd'hui, ne devons-nous pas nous attendre à une « dépression nerveuse » universelle (18) ?* »

Keynes pensait que, pour produire leurs besoins fondamentaux, il suffirait aux hommes de travailler 15 h par semaine et que ce serait un défi que d'occuper tout le temps ainsi libéré. Ses évaluations sur le faible temps de travail nécessaire étaient assez justes, puisque nous avons vu que le travail rémunéré représente aujourd'hui moins de 14 % de notre vie éveillée, au lieu de 60 % au XIX<sup>e</sup> siècle, époque où ont été forgés les fondements des théories économiques. Ce temps est cependant mal réparti, certains ne trouvant pas de travail et d'autres travaillant trop, ce qui est un problème majeur quand le statut social et les ressources sont exclusivement liés au travail.

L'on pourrait, en tout cas, rassurer Keynes : malgré les crises, et peut-être grâce à elles, les hommes parviennent de mieux en mieux à s'occuper. Le goût du savoir, de la découverte, du jeu, de l'échange, de la fabrication de liens sont de puissants moteurs d'une réinvention de la société. Aux exemples que nous avons évoqués, s'ajoute le foisonnement d'activités artistiques, culturelles et sportives (ou encore les concours aux libellés pittoresques tels que L'As des labours, La Championne des mamies, Le meilleur cuisinier), qui magnifie les

(15) Michel Berry, Christophe Deshayes, *Les vrais révolutionnaires du numérique*, Éditions Autrement, Paris, mars 2010.

(16) Claire Héber-Suffrin, Jean-Jacques Viard, « Offre cours d'économie, demande cours de soudure. Le succès des réseaux d'échanges réciproques de savoirs », *Les Annales de l'École de Paris* n°4, octobre 1998.

(17) Maryannick Van Den Abeele, « Le réseau d'échanges réciproques de savoirs, une innovation à la Poste Courrier », *Journal de l'École de Paris* n°82, mars-avril 2010.

(18) J. M. Keynes, « Perspectives économiques pour nos petits enfants », dans *Essais sur la monnaie et l'économie*, Petite bibliothèque Payot, 1990.

talents de chacun et contribue à leur reconnaissance sociale (19).

Puisqu'il nous faut inventer de nouvelles manières de faire société, il serait judicieux de stimuler *tous* les mécanismes créateurs de sens et d'identité, et pas seulement les mécanismes économiques...

---

## LES RELATIONS, SOURCES DE RICHESSE

Jean-Marc Oury a esquissé une théorie économique « relativiste » allant dans ce sens (20). A ses yeux, les théories économiques ont été fondées depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle sur la production et l'échange de biens, mais, avec la dématérialisation des échanges et l'importance que prend l'identité des agents, cette vision n'est plus pertinente. Il convient, au contraire, de considérer que le but des agents économiques est d'établir des relations à travers lesquelles ils construisent leur identité. Les échanges de biens sont des moyens d'établir et d'entretenir ces relations, mais seulement *des moyens parmi d'autres* : des échanges immatériels et des échanges non marchands ont, eux aussi, pour effet de créer des relations qui contribuent à l'identité des agents. Cela conduit à avancer l'idée que les richesses tiennent aux relations que chacun noue avec les autres et non pas, simplement, aux biens échangés.

On comprend ainsi en quoi on peut qualifier de prospères des sociétés matériellement moins riches que la nôtre : le revenu des Français dans la « société d'abondance » de mai 68 correspondait à moins de la moitié de leur revenu dans la société en crise d'aujourd'hui (21). Ce paradoxe désigne des voies pour lutter contre le mal-être : établir des relations gratifiantes pour ceux qui ont « mal à leur identité ». L'important est donc, non seulement de soutenir l'esprit de conquête des entreprises, mais aussi de favoriser une vie plus riche de sens, pour l'ensemble de la société.

On répondrait alors à l'appel de Keynes : « *L'auteur de ces essais continue d'espérer et de croire que le jour n'est pas éloigné où le Problème Économique sera refoulé à la place qui lui revient, l'arrière-plan, et que le champ de bataille de nos cœurs et de nos têtes sera occupé, ou plutôt réoccupé, par nos véritables problèmes, ceux de la vie et des relations entre les hommes, ceux des créations de l'esprit, ceux du comportement et de la religion.* »

---

(19) Loïc Vieillard Baron, *Retour à la fête, ce que la multiplication des concours nous dit de notre société*, Le Village mondial, 2002.

(20) Jean-Marc Oury, « Pour une économie relativiste », *Annales de l'École de Paris* n°5, octobre 1999.

(21) Geneviève Anthonioz-De Gaulle, Paul Champsaur, Arnaud Grevoz, Martin Vancostenoble, « Des Français plus pauvres dans une France plus riche, qu'est-ce au juste que la croissance ? », *Annales de l'École de Paris* n°4, octobre 1998.